GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois ;
36 fr. pour six mois ;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs, 11.
Les lettres et paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

(Présidence de M. Séguier, premier président.)

Audiences des 8, 15 mai, 14, 19 et 26 juin.

ACTES SOUSCRITS PAR LE PRODIGE. — ACTION EN NULLITÉ DU CONSEIL JUDICIAIRE.

Le conseil judiciaire peut-il, seul, et sans l'adjonction du prodigue, demander la nullité des obligations contractées par ce dernier ? (Oui.)

Ce conseil est-il un tiers à l'égard de ceux qui ont contracté avec le prodigue ? En conséquence, est-il recevable à attaquer les actes sous seings privés souscrits par le prodigue, comme antidatés, non sérieux et faits au mépris de la nomination de conseil ? (Oui.)

Ces questions se sont présentées à l'occasion de la demande en nullité formée par M. le lieutenant-général comte Coutard, de bon nombre de traites acceptées par le jeune prince Davoust d'Eckmühl, dont M. Coutard est le conseil judiciaire. Le Tribunal de commerce ayant résolu négativement la première de ces questions, il n'y avait eu lieu d'examiner ni le droit du conseil judiciaire à contester des actes sous seings privés, qui, dans le droit commun, ont entre les parties la même foi que l'acte authentique, ni la sincérité de ces actes en eux-mêmes.

Le jugement du Tribunal de commerce est ainsi conçu :

« Le Tribunal, en ce qui touche la question préjudicielle de la non-admissibilité du comte Coutard comme opposant au jugement par défaut dont il s'agit,

« Attendu que le prodigue n'est pas entièrement privé de sa capacité par le jugement qui lui nomme un conseil judiciaire ;

« Qu'en effet le législateur, mesurant sur le degré de protection nécessaire aux personnes, dans certain cas, la portion de capacité qu'il permet de leur enlever, limite à un simple droit d'assistance la participation du conseil judiciaire dans les causes qui intéressent le prodigue ;

« Attendu que ce serait sortir des limites fixées par la loi, et assimiler le prodigue qui plaide à l'interdit, que de remplacer le droit d'assistance donné au conseil judiciaire par une action directe de celui-ci, sans le concours du prodigue lui-même ;

« Que si la mission plus particulière du conseil judiciaire est de protéger le prodigue dans l'administration de ses biens, il doit néanmoins accomplir cette mission avec les restrictions et dans les limites déterminées par la loi qui règle la capacité des personnes ;

« Attendu, dans l'espèce, que les oppositions formées par le comte Coutard l'ont été sans le concours du prince d'Eckmühl, qui est absent, et qui ne lui a laissé aucuns pouvoirs d'agir en son nom ;

« Le Tribunal déclare le comte Coutard non-recevable dans ses oppositions. »

Sur l'appel, la Cour entendit, sur le moyen de forme accueilli par le jugement attaqué, les plaidoiries de Mes Delange pour M. Coutard ; Dupin, Fleury, Dubois, Crémieux, Liouville pour les créanciers Plé, Schneider, Libault, Thirion, Montauban, Audy, Decaux ; puis, sans prononcer son arrêt, elle ordonna qu'il serait plaidé au fond.

Les avocats des intimés ont alors opposé au conseil judiciaire une fin de non-recevoir tirée de son inhabileté à attaquer des actes sous seings privés, qui font foi entre les parties comme des actes authentiques. Ils soutenaient à cet égard que, si le conseil judiciaire prétendait que les actes n'étaient pas sincères, ou avaient été datés d'une époque antérieure à sa nomination, c'était à lui de prouver son allégation ; ils rapportaient plusieurs arrêts qui l'avaient ainsi jugé, notamment un arrêt de la Cour d'Orléans, du 25 août 1837. Seulement, en pareil cas, ainsi que l'a indiqué un arrêt de cassation du 8 mars 1836, le juge, appréciant les actes du prodigue, peut se montrer plus facile pour l'admission de la preuve à faire de la fraude et de l'antidate.

Au surplus, les avocats des créanciers s'efforçaient d'établir que les titres étaient sérieux et qu'ils en avaient fourni la valeur en argent ou marchandises.

Au nom de M. Coutard, Me Delange a répondu, en droit, par les motifs qui ont été accueillis par l'arrêt ci après. En fait, il exposait que le jeune prince avait été le jouet et la victime d'un grand nombre d'usuriers ; que notamment un sieur Joyeux, frappé de nombreuses condamnations correctionnelles, était chargé de la négociation des acceptations en blanc que le jeune prodigue souscrivait par centaines. Joyeux disait alors qu'il faisait sur la place le prince d'Eckmühl. Les titres produits, ajoutait l'avocat, sont de la même nature, et, après que la famille du jeune Davoust a payé 6 à 700,000 fr. de créances qui ont paru ou fondées ou moins suspectes, elle est aujourd'hui circonvenue par les porteurs d'autres traites, qui veulent arrêter le jeune prince sur le seuil de la chambre des pairs.

La Cour, conformément aux conclusions de M. Pécourt, avocat-général, a rendu son arrêt en ces termes :

« La Cour, considérant que la loi, qui n'a donné un conseil judiciaire au prodigue que pour le préserver de sa ruine, n'atteindrait pas son but si le conseil judiciaire ne pouvait agir seul en justice pour la défense des intérêts de son pupille ;

« Qu'en effet, le prodigue, après avoir contracté des engagements sans l'assistance de son conseil, se laisserait condamner, de concert avec ses créanciers, et leur donnerait ainsi des titres exécutoires en vertu desquels il pourrait être exproprié ;

« Que le conseil judiciaire, toutes les fois qu'il s'agit de conserver et de défendre les intérêts du prodigue, puise son droit dans la nature de son mandat, qui lui impose le devoir de protéger son pupille, même lorsque celui-ci garde le silence ;

« Considérant d'ailleurs, dans l'espèce, que le comte Coutard a été mis en cause par les intimés, et qu'en formant opposition aux sentences attaquées, il n'a fait qu'user du droit de la défense ;

« Infirme le jugement du Tribunal de commerce ; évoquant le principal, et y faisant droit, à l'égard de toutes les parties en cause devant la Cour ;

« Considérant, en droit, que le conseil judiciaire ne peut attaquer les actes consentis par le prodigue antérieurement à la dation du conseil, cette défense ne s'appliquant qu'aux actes qui sont sérieux et qui ont date certaine ;

« Considérant que les actes sous seings privés n'ont date certaine à l'égard des tiers que de la manière indiquée par l'article 1328 du Code civil ;

« Considérant que le conseil judiciaire est un véritable tiers à l'égard de ceux qui ont contracté avec le prodigue ; qu'il n'est pas le représentant du prodigue ; qu'il ne tient pas sa mission de lui, mais de la loi, et que, chargé d'empêcher que le prodigue ne fasse fraude à la loi, il a le droit de demander que les actes qu'on lui oppose aient tous les caractères de certitude que la loi exige ;

« Que ce principe est général, qu'il n'y a point d'exception à l'égard de la lettre de change ; que cette exception rendrait illusoire la disposition de la loi, puisque le prodigue pourrait se servir de la lettre de change pour couvrir ses prodigalités ; et que, d'ailleurs, on ne peut invoquer les usages du commerce et la protection qui lui est due que lorsqu'il s'agit de véritables opérations commerciales ;

« Considérant, en fait, qu'il résulte des documents de la cause, que dans toutes les lettres de change dont il s'agit il y a supposition de lieux d'où elles sont tirées ; qu'ainsi elles ne sont plus que de simples promesses ;

« Considérant que la presque totalité de ces lettres n'ont point de date certaine antérieure à la dation du conseil judiciaire ;

« Considérant au surplus, à l'égard de tous les effets, et même à l'égard de ceux qui ont été enregistrés avant la dation du conseil judiciaire, que, loin d'avoir pour cause des opérations commerciales, ils sont le résultat de manœuvres réprouvées par le commerce ; que les acceptations ont été arrachées à la faiblesse du prince d'Eckmühl, qui n'en a pas reçu la valeur ; que les tiers-porteurs ont connu tous les vices dont ces titres étaient infectés ; qu'ainsi, ces actes n'ont rien de sérieux ; que si quelques-uns de ces porteurs ont fait au prince des avances ou fournitures légitimes, ils peuvent les réclamer par les voies ordinaires ;

« En ce qui touche la demande en garantie de Plé contre Audy (porteur et endosseur),

« Considérant que Plé et Audy ont trafiqué des acceptations du prince d'Eckmühl, et que Plé en connaissait l'origine et les vices ;

« Infirme les jugements de condamnation prononcés contre le prince d'Eckmühl par le Tribunal de commerce ; au principal, déclare nulles, à l'égard du prince d'Eckmühl, les lettres de change qui en font l'objet ;

« En conséquence, déboute Plé, Libault, Thirion, Montauban, Schneider et Decaux de leurs demandes ;

« Rejette la demande en garantie de Plé contre Audy, etc. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION.

(Présidence de M. Portalis, premier président.)

Audience solennelle du 26 juin.

ATTENTAT AUX MŒURS. — EXCITATION A LA DÉBAUCHE DE LA JEUNESSE.

L'article 334 du Code pénal est-il applicable à quiconque, soit pour le compte d'autrui, soit pour son compte personnel, excite et favorise habituellement la débauche de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe ?

L'habitude, circonstance rigoureusement exigée, peut-elle exister là où les actes de débauche, quelque fréquents qu'ils aient pu être, n'ont été commis que sur une seule personne en état de minorité ?

Cette question, bien grave, se présentait dans les circonstances suivantes :

Le 18 août 1837, le procureur du Roi près le Tribunal de Bourges a rendu plainte contre le nommé Fayet, comme coupable d'attentat à la pudeur avec violence sur la personne d'Annette B..., âgée de moins de quinze ans. L'instruction établit que les actes exercés sur Annette l'avaient été sans violence. M. le procureur du Roi demanda que Fayet fût renvoyé devant le Tribunal de police correctionnelle, comme prévenu d'avoir excité et favorisé habituellement la débauche d'Annette, délit prévu et puni par l'article 334 du Code pénal. Mais le Tribunal d'Issoudun, tout en reconnaissant que l'inculpé avait commis, à plusieurs reprises, des actes de débauche et d'immoralité sur la personne d'Annette, déclara que ces faits ne constituaient pas le délit prévu par l'article 334, et le Tribunal supérieur de Châteauroux jugea dans le même sens par jugement du 29 novembre 1837.

Sur le pourvoi en cassation, ce jugement fut cassé par arrêt du 4 janvier 1838 (Voir la Gazette des Tribunaux du 9 janvier).

La Cour royale de Bourges, devant laquelle l'affaire fut renvoyée, ayant prononcé dans le même sens que le Tribunal de Châteauroux, un nouveau pourvoi fut dirigé par le procureur-général près la Cour de Bourges, et l'affaire s'est présentée aujourd'hui devant la Cour de cassation (chambres réunies).

Après le rapport de M. le conseiller Béranger, M^e Morin, avocat du sieur Fayet, prend la parole en ces termes :

« Le fait incriminé blesse les lois de la morale comme celles de la pudeur, j'ai hâte d'en convenir. Mais suit-il de là qu'il ait dû être, qu'il ait été réellement flétri par notre législation pénale ? c'est ce que je puis contester sans offenser moi-même les bonnes mœurs. »

« Une première réflexion se présente : si l'autorité des lois pénales pouvait avoir assez d'empire sur les passions sensuelles pour en tempérer la violence, on concevrait l'utilité d'une loi qui prohibât, à peine de prison, tout acte, même secret, de lubricité. Mais la physiologie ne démontre-t-elle pas que, pour un mal de cette nature, un pareil remède serait sans efficacité aucune. La fureur des sens étant en quelque sorte irrésistible, exclusive du raisonnement, on méconnaît, en la frappant d'une peine, et ce principe de raison politique qui répute mauvaise loi toute loi inefficace, et cette règle établie par la morale elle-même, qui commande l'indulgence sur les égarements momentanés de la raison. Tout homme, depuis l'adolescence jusqu'à l'âge mûr, étant exposé à faillir, on autorise la police préventive à exercer son œil investigateur sur toutes les actions du plus grand nombre qui pourraient occasionner l'acte défendu ; et lorsque la police judiciaire soupçonnera tel ou tel fait

d'impudicité, elle pourra venir fouiller notre intérieur domestique pour y rechercher un délit peut-être imaginaire... Inquisition alarmante pour les familles ! Comment distinguera-t-elle la lubricité défendue, du simple relâchement de mœurs, de la séduction réciproque, que la justice humaine ne saurait punir ? Le ministère public devra donc poursuivre indistinctement tous les faits qui auront l'apparence d'actes illicites d'impudicité, par cela qu'ils seront parvenus à sa connaissance sans dénonciation, souvent même au détriment de la prétendue victime, et des parents qui voudraient réparer autrement une faute que la publicité rendrait irréparable ; et le scandale des poursuites ajoutera au mal, loin d'y remédier. Voilà le résultat inévitable d'une loi telle que celle qu'on veut trouver dans nos Codes. »

Après ces observations préliminaires, M^e Morin aborde la question de droit, et, par des considérations qui se trouvent reproduites dans le réquisitoire de M. le procureur-général, il soutient que l'article 334 du Code pénal est inapplicable au fait incriminé.

M. le procureur-général Dupin prend la parole :

« La question devant les Tribunaux et devant la Cour de cassation n'est pas de savoir si un fait est honteux et immoral, mais s'il est prévu et puni par la loi pénale. Dans l'espèce, et en parcourant tous les éléments de la discussion, on est surpris qu'elle ait pu faire la matière d'un doute. Quelles sont les conditions ordinaires de l'interprétation des lois ? c'est d'abord le texte littéral, l'ensemble de la disposition des articles, les éléments de la discussion, qui se composent du projet, des observations des Tribunaux et des discours officiels, la comparaison avec la législation antérieure, enfin la raison de la loi ; et si, par événement, on arrivait à trouver la loi imparfaite ou incomplète, ce serait au législateur à en réparer les vices, et non pas aux arrêts à combler les lacunes, car, en voulant réparer un mal existant, on introduirait un mal plus grand encore en déplaçant les pouvoirs. »

« Or, si on consulte tous les éléments de discussion, on arrive, dans l'espèce, au plus haut degré d'évidence sur l'interprétation de l'art. 334. »

« Comme vous l'a dit M. le rapporteur, dont le rapport si lucide a beaucoup abrégé ma tâche, le Code pénal a voulu punir l'outrage public à la pudeur, même lorsqu'il était commis par un individu seul ; l'attentat sans violence sur les enfants au-dessous de onze ans ; le viol et l'attentat avec violence ; enfin, le viol avec la circonstance aggravante résultant de la qualité des personnes. »

« C'est après avoir parcouru tous ces cas où il s'agit de l'attentat direct d'une personne sur une autre, que le législateur est arrivé à un cas qu'il n'avait pas encore prévu, à un fait qui n'est qu'un simple délit et puni comme tel ; ce n'est pas, comme dans les cas précédents, l'acte d'un individu sur un autre, c'est quelque chose de différent, c'est l'excitation à la débauche de la jeunesse, prise comme espèce et non comme individu ; ce n'est pas un crime, mais un délit qui peut devenir la préparation à un crime. »

« Ainsi nous voyons déjà que le texte, par la division des cas qu'il prévoit et des qualifications, ainsi que par la nuance des peines, établit des cas différents. »

« Mais enfin, l'article 334, avant d'exister comme loi, a existé comme projet. Or, voici en peu de mots le relevé des observations des Tribunaux qui se sont occupés de ce projet. »

Ici M. le procureur-général donne lecture à la Cour des observations des Tribunaux criminels du Doubs, de la Haute-Garonne, des Pyrénées-Orientales, de Seine-et-Oise, Indre-et-Loire et de Jemmapes, desquels il résulte que ce sont uniquement les proxénètes coupables d'avoir corrompu les mœurs des jeunes gens en leur procurant les moyens de se livrer à la débauche, que l'article 334 aurait eu en vue. Aussi un de ces Tribunaux demandait-il que l'amende fût plus forte, parce qu'il ne faut pas craindre d'attaquer des fortunes qui ont une source aussi impure. »

« Lorsque ces projets furent présentés au Conseil-d'Etat, reprend M. le procureur-général, M. Faure indiquait que certains Tribunaux auraient désiré qu'on retranchât le mot habituellement, et qu'on étendit l'application de l'article aux individus qui favoriseraient la débauche de personnes âgées de plus de vingt ans ; mais, bien que cet amendement n'ait pas été adopté, il n'en résulte pas moins que l'esprit et le but de l'article 334 ne pouvaient être mis plus en évidence que par les expressions « corrompre, prostituer, commerce vil », dont M. Faure s'est servi dans son compte-rendu des observations de la commission. »

« Et lorsque M. de Monseignat fit au corps législatif son rapport officiel, qui, d'après la constitution d'alors, avait une autorité dont j'ai déjà invoqué la puissance, il disait :

« En nous occupant des attentats aux mœurs, comment ne pas signaler ces êtres qui ne vivent que pour et par la débauche ; qui, rebuts des deux sexes, se font un état de leur rapprochement mercenaire, et spéculent sur l'âge, l'expérience et la misère, et pour colporter le vice et alimenter la corruption ! Des législateurs ne les ont punis que du mépris public ; mais que peut le mépris sur des âmes aussi avilies ? punit-on par l'infamie des personnes qui en font leur élément ? C'est par des châtimens, c'est par un emprisonnement et une amende que le projet de loi a cherché à atteindre ces partisans habituels de prostitution. »

« Le même orateur, dans l'exposé des motifs, dit : « Le Code prononce des peines de police correctionnelle contre les personnes convaincues d'avoir débauché et corrompu la jeunesse. Il est en ce point conforme à l'ancienne loi. »

« Recourons donc à ces lois. *Etenim posteriores leges ad priores pertinent, nisi contrarie sint.* Loi 28, ff. de Legibus. »

« Or, la loi de 1791 punissait, en effet, ceux qui auraient favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un et de l'autre sexe ; mais la preuve qu'il ne s'agissait là que des entremetteurs, proxénètes ou courtiers de libertinage, résulte du message adressé, le 17 ventôse an IV, par le Directoire exécutif au conseil des Cinq-Cents, pour réclamer des mesures contre la séduction exercée par les filles publiques. »

M. le procureur-général donne lecture de ce message, duquel il résulte que la loi de 1791 s'applique proprement au métier infâme de ces êtres affreux qui débauchent et prostituent la jeunesse, et non à la vie licencieuse de ces femmes, l'opprobre d'un sexe et le fléau de l'autre. (Voyez Merlin, *Rép.*, 5^e édit., page 246, v^o *Bordel*.)

« 2^o Veut-on remonter plus haut, recourir à l'ancienne législation sur le proxénétisme ? on verra en effet tous les criminalistes employer pour définir ce délit, les mêmes expressions que l'article 334. (V. Muyard de Vouglans, *Lois criminelles de France*, livre 3, tit. 4, § 4 ; Jousse, tom. 3, p. 810 ; Guy du Rousseau de Lacombe, *Traité des matières criminelles*.) »

« Ainsi nous voyons que, dans l'ancienne comme dans la nouvelle

législation, c'est l'excitation qui est punie; or, exciter, ce n'est pas commettre soi-même. Nous voyons en outre que ce n'est ni l'outrage public à la pudeur, ni le viol, ni l'attentat, mais que c'est le métier que le législateur a voulu atteindre dans l'article 334.

Ce qui vient encore le prouver d'une manière plus évidente, c'est le rapprochement de l'article 333 du deuxième paragraphe de l'article 334; en effet, l'article 333 contient une aggravation de peines contre les ascendants coupables de viol ou d'attentat avec violence sur la personne de leurs descendants: comment donc un fait presque de même nature, commis par ces mêmes individus, ne serait-il puni par l'article 334 que de l'emprisonnement et de l'amende? une pareille indulgence pourrait-elle s'expliquer?

Maintenant, ajoute M. le procureur-général, quel argument veut-on tirer du mot *habitude* qui se trouve dans l'article 334?

Il faut que ce soit l'habitude du fait tel qu'il est qualifié par la loi, c'est-à-dire l'habitude du métier; car, lorsqu'il s'agit d'un attentat direct, les articles 330 et suivants ne font pas une condition de cette habitude. Je comprends que si un Tribunal voyait l'habitude de l'excitation de la débauche dans le fait de livrer plusieurs fois la même personne, il serait dans la vérité; mais les rapports personnels d'un individu, même réitérés, avec la même personne, ne constituent pas le fait réprimé par la loi.

Il n'y a qu'un cas particulier que la loi a voulu prévoir: c'est l'enlèvement de mineure par violence ou l'enlèvement par fraude, que l'on appelle jadis le *rapt de séduction*. Ce rapt avait le caractère de crime ou de délit, suivant qu'il s'adressait à des personnes de telle ou telle classe de la société: on distinguait les cas où le ravisseur roturier enlevait une fille roturière, de celui où il ravissait une fille noble. Dans le premier cas, il n'y avait qu'un délit privé que le ravisseur pouvait réparer en consentant au mariage, sous peine d'être pendu; dans le second, au contraire, le ravisseur était pendu sans option, car alors le mariage d'un roturier avec la fille noble n'eût plus été la réparation, mais la consommation de l'outrage. (Rire général.)

Aujourd'hui le Code ne reconnaît pas ces distinctions de classes, et le mariage du ravisseur avec la fille enlevée, vient couvrir le délit et empêcher toutes poursuites, à moins qu'elles ne soient provoquées par les personnes qui ont le droit de demander la nullité du mariage, et après que cette nullité a été prononcée. Cette matière, au reste, n'est pas la seule où le ministère public ne puisse agir que sur la plainte des parties lésées; il en est de même en matière de diffamation et d'adultère. Si, en effet, l'action du ministère public s'exerce en toute liberté quand il s'agit d'un attentat contre les personnes ou contre leurs biens, il en est différemment lorsqu'il s'agit de choses plus intimes, plus délicates, de l'honneur des familles, de choses dont les familles gémissent en secret, mais dont elles ne se consoleraient pas si elles étaient jamais publiées.

Il y a là des limites que le législateur n'a pas voulu permettre au ministère public de franchir; il n'a pas dû l'autoriser à rechercher d'office les mystères d'une séduction sans enlèvement, car il ne fallait pas qu'en voulant punir le coupable on pût arriver à déshonorer la victime. Ces recherches, au contraire, quand elles s'adressent au proxénète, ne présentent pas d'inconvénient, car il peut n'avoir pas réussi dans sa criminelle excitation; c'est le métier de l'homme que l'on surveille, et non la conduite des victimes qu'il a voulu entraîner.

Par ces considérations, M. le procureur-général conclut au rejet du pourvoi.

Ces conclusions sont adoptées par la Cour, qui, après un long délibéré en la chambre du conseil, rejette le pourvoi en déclarant l'article 334 inapplicable au cas où il y a eu corruption d'une seule personne. Nous donnerons incessamment le texte de cet arrêt.

§. II. MENDICITÉ. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — SURVEILLANCE.

La mise en surveillance, prononcée par l'article 282 du Code pénal, s'applique-t-elle à tous les condamnés pour mendicité, sans distinction, et non pas seulement aux mendiants condamnés avec l'une des circonstances aggravantes prévues par les articles 274, 275 et 276 du Code pénal?

Les Tribunaux correctionnels, en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, peuvent-ils dispenser l'individu condamné pour mendicité de la surveillance de la haute police prononcée par l'article 282 du Code pénal par application de l'article 463 du même Code?

La première de ces deux questions a divisé de jurisprudence la Cour de cassation et plusieurs Cours royales.

Déjà deux arrêts rendus en audience solennelle les 8 avril 1838 et 20 janvier 1838 l'ont résolue affirmativement contre les conclusions de M. le procureur-général Dupin. (V. le réquisitoire de M. Dupin, *Gazette des Tribunaux* du 16 avril 1837.)

La seconde se résout par des principes qui ont été appliqués par l'arrêt solennel du 2 janvier 1836 (affaire Raspail), qui a décidé qu'en matière correctionnelle, dans les cas où la mise en surveillance est applicable, les juges peuvent se dispenser de la prononcer s'ils reconnaissent l'existence de circonstances atténuantes. Cette doctrine, que la Cour de Paris a adoptée, en dernier lieu, après l'avoir pendant long-temps repoussée, a, depuis l'arrêt Raspail, été constamment écartée par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Dans cet état, il était important que la Cour de cassation fixât, dans une matière si importante, la jurisprudence à suivre.

En fait, le nommé Sachevalet avait été condamné pour mendicité; mais la Cour royale de Nîmes, saisie par le renvoi prononcé par arrêt du 23 septembre 1837, avait refusé de prononcer la mise en surveillance, en se fondant 1° sur ce qu'il s'agissait de mendicité simple; 2° sur l'existence qu'elle reconnaissait de circonstances atténuantes.

Cet arrêt fut déferé à la Cour de cassation, qui se trouvait ainsi, en chambres réunies, saisie des deux questions posées ci-dessus.

Après le rapport de M. Brière de Valigny, M. le procureur-général Dupin a pris la parole:

Ce magistrat a pensé que la Cour de cassation ne devait pas s'attacher à l'examen de la première question, puisque l'arrêt attaqué justifiait suffisamment le rejet de la surveillance par l'admission des circonstances atténuantes. C'est donc à cette dernière question qu'il s'est uniquement attaché.

La théorie des circonstances atténuantes, a-t-il dit, est nouvelle dans notre législation, elle est particulière à notre époque; à mesure que les idées philanthropiques ont fait des progrès, on a compris que l'article 463 du Code pénal de 1810 ne suffisait pas, et on a appliqué, même en matière de crimes, le principe des circonstances atténuantes, qui devait tourner au profit de la justice en empêchant l'impunité dans les cas où les jurés pouvaient se trouver disposés à l'indulgence.

On a donc étendu l'article 463 aux crimes, même au cas de récidive, et dans ces cas on a même donné aux juges le droit d'abaisser la peine à un très faible degré.

En présence de cette législation, comment supposer que le législateur ait voulu faire une loi aux juges d'appliquer aux mendiants, même quand il y a des circonstances atténuantes, la surveillance de la haute police? on ne le comprendrait pas, et ce serait en outre créer pour l'administration un bien grand embarras.

En vain parle-t-on de la rigueur de l'article 282. Cet article n'est pas plus impérieux que l'article 58 pour le cas de récidive, et cependant, dans ce cas, vous avez décidé que la surveillance pouvait être écartée par application de l'article 463; pourquoi en serait-il autrement dans le cas de l'article 282?

Voudrait-on se reporter à un mot de la discussion du Code, qui disait que les mendiants n'étaient pas membres de la cité? Cela ne serait ni légal ni chrétien. On conçoit une pareille idée à une époque de despotisme et de pouvoir absolu; mais, de nos jours, on ne la concevrait pas. On doit les considérer comme membres de la cité, et

même ceux que la justice a frappés; on doit protéger même ceux qu'on est obligé de surveiller.

Et d'ailleurs l'existence des circonstances atténuantes prouve que le délit reproché n'existe pas en entier, tel que la loi l'a prévu; or, ce n'est qu'au délit entier que la surveillance est applicable. Quand on a laissé aux juges une grande latitude en ce qui touche les condamnations à l'amende et à l'emprisonnement, peut-on croire que le législateur ait été si sévère pour la surveillance?

Une dernière considération paraît à M. le procureur-général devoir entraîner le rejet du pourvoi: « Je suppose le cas où un jeune homme, prévenu de mendicité, est réclamé à l'audience par un homme généreux qui offrira de s'en charger: ne craindriez-vous pas, Messieurs, dit-il, en obligeant les juges à prononcer contre ce jeune mendiant la peine de la surveillance, de retenir l'élan d'une âme charitable et généreuse, puisque cette surveillance ferait de la maison qui offrirait l'hospitalité une véritable prison? »

M. le procureur-général conclut donc au rejet du pourvoi, et la Cour, après délibération en la chambre du conseil, prononce ce rejet.

La Cour rend un arrêt semblable dans une affaire de vagabondage (avec circonstances atténuantes), affaire Pâtissier.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. le vicomte de Bastard.)

Audience du 26 juin.

CORRUPTION D'UN EMPLOYÉ D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE. — SOUTRACTION DE PIÈCES DANS UN DÉPÔT PUBLIC. — FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE ET AUTHENTIQUE. (Voir la *Gazette des Tribunaux* d'hier.)

L'audition des témoins continue. On entend plusieurs employés de la Ville, qui déposent spécialement sur l'affaire Magu. M. Moïnos, architecte de la ville de Paris, fait une longue déposition. Un débat confus et sans intérêt s'engage sur les attributions d'Armand.

M. Pigneux, chef du contentieux à la caisse hypothécaire: J'étais principal clerc de M. Montaud, notaire à Paris, lorsque M. Magu, qui était client de l'étude, amena M. Armand. Le traité fut par moi rédigé d'après les instructions de ces Messieurs, dans le but de reconnaître les soins que M. Armand avait donnés à la liquidation de la créance de M. Magu.

M. le président: Il y a à la suite du traité une addition par laquelle il a été convenu que si l'ampliation de l'arrêt était annulée pour une cause quelconque, le traité n'aurait pas d'effet. Avez-vous coopéré à la rédaction de cette stipulation?

Le témoin: Je n'ai eu connaissance que du corps du traité; tout le reste m'est tout-à-fait étranger.

M. le président: L'accusé a cependant déclaré, dans son interrogatoire, que ce passage avait été ajouté sur les instances que vous aviez faites au nom de M. Magu.

Le témoin: L'accusé est dans l'erreur.

M. le président, à l'accusé: Comment avez-vous donc fait une pareille déclaration?

L'accusé: Il faut faire la part des circonstances; j'étais bouleversé; j'ai pu ne pas dire toute la vérité... Ce que j'ai dit là à tort, je ne l'ai pas dit quatre ans avant dans mon premier interrogatoire.

M. le président: Peut-être, il y a quinze jours, aviez-vous oublié les réponses que vous aviez faites quatre ans avant; mais aujourd'hui reconnaissez-vous cette addition?

L'accusé: Non, je ne la reconnais pas. Je le répète, quand j'ai fait la réponse que l'on m'oppose, j'étais bouleversé. Que M. le conseiller qui m'a interrogé dise dans quel état j'étais.

M. Hamelin: Vous étiez troublé, c'est vrai; vous avez été même au moment de vous trouver mal.

M. l'avocat-général: Expliquez-nous maintenant les motifs qui vous ont fait faire un pareil traité. Quelles sont les démarches que vous avez faites pour que M. Magu vous assurât de pareils avantages?

L'accusé: Les sommes n'étaient pas pour moi seul.

D. Pour qui? — R. Je ne puis pas le dire... M. Pigneux le sait, sans doute.

M. Pigneux: Je dois dire que je n'ai jamais su à quelle autre personne l'argent était destiné. J'ai seulement entendu dire qu'il n'était pas seul.

M. l'avocat-général: Mais enfin répondez donc, quels sont les services que l'on récompensait?

L'accusé: Moi, personnellement, je ne pouvais pas en rendre; mais la personne...

M. le président: Quelle personne? nommez-la.

L'accusé: Je ne connaissais pas cette personne, je ne connais qu'un agent d'affaire qui a servi d'intermédiaire.

D. Quel est-il? — R. M. Geoffroy, je l'ai fait citer. J'ai dit, et j'y persiste, que la livraison de l'ampliation était le motif principal du traité, mais il y en avait d'autres.

M. le président: Vous ne pouvez garder toujours le silence.

L'accusé: Je ne veux pas trahir une personne qui a confiance en moi.

M. l'avocat-général: Mais sans la nommer, cette personne, vous pouvez bien dire quelle est la nature des services qu'elle devait rendre?

L'accusé: Elle avait promis de faire liquider la créance de Magu conformément à sa demande.

D. Quel pouvoir avait donc cette personne? — R. Apparemment elle en avait beaucoup... je ne puis pas m'expliquer.

M. l'avocat-général: L'accusation articule que le traité a été fait pour la remise de l'ampliation que l'on vous reproche d'avoir volée dans les bureaux de la préfecture?

L'accusé: Je l'ai remise, c'est vrai; mais je ne l'ai pas volée.

M. l'avocat-général: Ainsi, vous convenez que le traité repose sur la livraison de la pièce.

L'accusé: Oui, en partie.

M. le président: Il est extraordinaire que chez un notaire aussi honorable qu'est M. Montaud, on s'occupe de pareilles affaires. Sans doute M. Montaud a ignoré ce traité? — R. Je vous demande pardon, il l'a connu.

D. Cela m'étonne.

Le témoin, d'un voix ferme: J'ai été, pendant vingt-quatre ans, chez M. Montaud; j'ai quitté le notariat honorablement et pauvre. Je ne connaissais pas, moi, en rédigeant le traité, la qualité de M. Armand.

M. le président: Il fallait vous en enquérir.

Le témoin: Je vous demande pardon, M. le président, je n'avais aucun soupçon, et la seule chose qui pût me regarder était de mettre sur le papier des conventions qui, par elles-mêmes, et la qualité de M. Armand mise à part, n'avaient rien d'illicite... Je souffre beaucoup, M. le président, de l'opinion que vous venez d'émettre sur mon compte; je ne la mérite nullement.

M. l'avocat-général: Accusé, j'adopte, pour un moment, votre système. Comment avez-vous pu penser que vous ne manquiez pas à vos devoirs, vous, employé de l'administration, en vendant une

pièce que vous n'aviez reçue que comme employé, et pour votre service?

L'accusé: A cette époque, cette pièce ne m'était plus nécessaire; j'en ai disposé pour Magu; j'ai demandé une récompense, parce que je craignais que cette démarche ne me fût défavorable.

D. Comment, puisque l'arrêt existait, avez-vous rendu une expédition d'un arrêté qu'il pouvait, d'après vous, se faire délivrer, puisqu'il existait? — R. Mais alors on n'ait l'existence de cet arrêté; je m'exposais à être renvoyé, j'ai cru que cela méritait salaire.

M. Magu fils et M. Théron, ex-agent d'affaires, déclarent qu'il leur a été impossible de retrouver l'ampliation de l'arrêt du préfet.

M. le président, à M. Théron: Il est extraordinaire que de pareilles pièces, si importantes pour M. Magu, aient été égarées.

M. Théron: Hier, seulement, il m'est venu la pensée que j'avais peut-être pu remettre les papiers à des hommes de lettres qui sont venus me les demander.

M. le président: Quelles sont ces personnes?

Le témoin: Je ne pourrais le dire; il est venu tant d'hommes de lettres qui m'ont demandé ces papiers!

M. le président: Pourquoi ces papiers vous auraient-ils été demandés?

Le témoin: Pour faire une brochure.

M. l'avocat-général: Contre la ville de Paris, n'est-ce pas?

Le témoin: Oui, Monsieur. Tout le monde trouvait la conduite de la ville de Paris scandaleuse.

M. l'avocat-général: C'est cela, on voulait faire du scandale.

M. le président: C'est vous, Monsieur, qui avez mis le feu à l'affaire, qui avez éveillé la juste sollicitude des employés de la Ville, et qui êtes la cause du second procès que nous jugeons aujourd'hui. Qu'entendez-vous par ces mots qui se trouvaient dans une lettre que vous avez écrite au préfet: « J'appellerai pot-de-vin ce que nous avons été obligé de donner ou de promettre; j'appellerai mensonge ce que l'on a été obligé de dire au conseil pour le tromper et lui prouver que le traité n'a pas existé. »

Le témoin: Je n'ai pas voulu parler au préfet, qui s'est toujours très loyalement conduit avec moi, mais des bureaux. Par les mots pot-de-vin, je faisais allusion à une promesse d'argent contenue dans le traité; par mensonges, je voulais signaler tous les moyens à l'aide desquels les bureaux voulaient nier l'arrêt. Pour répondre à ce que M. le président me disait tout-à-l'heure, je dois dire que je n'ai pas mis le feu à l'affaire. Depuis juillet jusqu'à décembre, j'ai fait à la Ville plus de trente visites: on me renvoyait toujours au ministère de l'intérieur; là on ne pouvait me donner aucune solution. Quoi qu'on ait dit, il n'y avait jamais d'argent pour nous payer.

M. Magu avait, j'en ai acquis la certitude, un ennemi personnel dans les bureaux; j'ai dû dès lors m'adresser à M. le préfet de la Seine. Dans une longue conversation que j'ai eue avec lui, il fut convenu que puisque je ne voulais pas lui dire le nom de l'employé auquel je faisais allusion dans ma lettre, il m'attaquerait en calomnie. Il me donna huit jours pour répondre: je refusai. Au lieu de m'attaquer en calomnie, on a changé de manière d'agir; on voulait les pièces que j'avais entre les mains; on a opéré la saisie et l'on m'a arrêté.

M. l'avocat-général: Pourquoi donc avez-vous refusé de nommer la personne?

Le témoin: Par cette raison qu'après tout il y avait eu un service de rendu à Magu.

M. le président: M. Magu vous a-t-il parlé de l'arrêt?

Le témoin: Oui, il savait que cette pièce existait. Il était au moment de passer par une réduction considérable, lorsque l'on est venu lui offrir de faire toutes les démarches relatives à la liquidation de sa créance. On lui proposait la vente de sa créance et un abandon proportionnel.

M. le président: Qui faisait donc cette proposition?

Le témoin: Nous n'avons jamais vu la personne; la proposition a été faite en son nom.

M. l'avocat-général: Accusé, il est question, dans une lettre de vous, qui est au dossier, d'une semblable proposition. Au nom de qui la faisiez-vous à Magu?

L'accusé: Elle était faite par un agent d'affaires, au nom d'une autre personne.

M. l'avocat-général: Vous avez dit que les 500 fr. qui, d'après le traité, vous ont été payés, ne vous avaient pas été donnés à compte des sommes portées au traité, mais pour des démarches tout-à-fait en dehors. De quelles démarches parlez-vous donc?

L'accusé: Il s'agissait de démarches entre Magu et l'agent d'affaires dont je vous parlais tout-à-l'heure, au sujet de la vente de la créance de Magu.

On entend le sieur Georges, entrepreneur, et plusieurs témoins, qui déposent des faits relatifs au retrait de son cautionnement.

M. Geoffroy, agent d'affaires: Le sieur Magu et Armand m'ont proposé le transport de la créance de Magu sur la ville de Paris. J'ai examiné ces pièces, et j'ai vu que cette créance n'était pas liquide. Il y a eu beaucoup de pourparlers, mais, M. Magu n'ayant pas voulu garantir le transport, l'affaire ne se fit pas.

M. le président: Il y a dans le dossier une lettre d'Armand qui est relative à la proposition que vous avez faite. Au nom de qui faisiez-vous cette proposition? Il n'y a rien de déshonorant à acheter une créance contre la Ville; nous vous engageons à faire connaître la personne.

Le témoin: Monsieur, c'était moi. Si la créance eût été liquide, j'aurais fait l'affaire.

M. le président: Eh bien, accusé, vous avez dit qu'il y avait une troisième personne, vous avez fait entendre d'un air mystérieux qu'il s'agissait d'une personne qui avait le droit de faire liquider et que M. Geoffroy la connaissait. Vous voyez qu'il vous contredit.

L'accusé: Je n'ai connu que Monsieur; je ne veux pas aller plus loin que lui. L'affaire pouvait se terminer de deux manières: par la remise de l'ampliation, et par une autre manière.

M. le président: Expliquez-vous, nommez des personnes, on les fera entendre. Quelle est cette autre manière?

L'accusé, après un moment d'hésitation: Je déclare formellement ne pas vouloir m'expliquer à ce sujet.

M. le comte de Mosbourg, pair de France, témoin à décharge, est entendu. Il donne des détails sur la famille de l'accusé. Le père d'Armand était son ami d'enfance; il n'a cessé de témoigner à l'accusé un intérêt dont il lui a toujours paru digne.

L'audience est levée à six heures et renvoyée à demain dix heures.

Il reste encore à entendre les témoins relatifs au troisième chef d'accusation. L'affaire ne pourra finir que fort avant dans la soirée.

COUR D'ASSISES DE L'OISE (Beauvais).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Leserrurier. — Audience du 9 juin.

UNE AMAZONE DE VILLAGE.

Une jeune paysanne est au banc des accusés; sa rare beauté, son

air de candeur et de modestie auquel se mêle on ne sait quoi de piquant et de gracieux; les larmes qui roulent dans ses yeux, et qui bientôt inondent son joli visage, tout vient rendre presque invraisemblable l'accusation portée contre elle. Comment croire, en effet, qu'une créature si douce en apparence ait pu jamais armer son bras d'un fusil homicide!

Fille d'un brave sergent auquel vingt campagnes avaient valu la fonction de garde champêtre de la commune de Roi-Boissy, Elisa Malherbe, c'est le nom de l'accusée, était à dix-neuf ans, devenue, en quelques jours, veuve et orpheline; elle occupait, avec sa sœur, plus jeune mais non moins jolie qu'elle, une petite chaumière, leur seul héritage, et les garçons d'alentour se disputaient leur main. Il fallait choisir: au grand déplaisir des garçons de Roi-Boissy, ce furent deux jeunes ouvriers d'une commune voisine, qui virent agréer leurs hommages: l'un épousa la plus jeune des deux sœurs, quant à l'autre, il dut attendre que la loi et les convenances permissent à la jeune veuve de convoler à de secondes noces. En Picardie, il est à peu près d'usage de ne pas mourir d'amour; les garçons de Roi-Boissy en prirent la résolution, et jurèrent de venger l'insulte faite à leur pays. Depuis, au lieu de propos tendres et joyeux, on n'entendit plus, chaque soirée, sous les fenêtres des deux beautés, que cris, chansons et charivaris de tous genres. La vengeance, qui, dit-on, est le plaisir des dieux, est plus qu'un besoin chez les femmes. Si l'on en croit l'accusation, Elisa Malherbe, notre jeune veuve, un soir que le bruit s'était fait entendre, se serait armée du fusil de son père, et aurait tiré sur les charivaris, dont, par malheur, le plus inoffensif de tous aurait reçu dans la cuisse une charge presque entière de petit plomb. Le jeune homme en aurait, par suite, gardé le lit pendant plus d'un mois. Était-ce là le résultat d'une maladresse? Elisa Malherbe n'avait-elle, au contraire, voulu qu'effrayer, et le hasard aurait-il seul dirigé le coup? C'est ce qu'elle prétendait; mais on crut avoir de bonnes raisons de penser le contraire: c'est pourquoi elle comparait devant la Cour d'assises.

Après les formalités d'usage, on procède à l'interrogatoire de l'accusée. Elle avoue, au milieu de sanglots, avoir tiré le coup de fusil, et proteste qu'elle voulait seulement intimider ceux qui venaient l'insulter.

Les témoins sont entendus. Les uns déposent qu'ils ont vu Elisa Malherbe ouvrir la porte cochère et tirer le coup de fusil; d'autres, interpellés sur la demande de M^e Duhautoy, avocat, sont forcés d'avouer qu'ils s'étaient introduits jusque dans la cour, et avaient, en poussant des cris, soulevé avec un bâton la fenêtre de l'appartement. Un dernier dit enfin qu'il a chargé le fusil à la prière de l'accusée, qui s'est refusé de lui dire l'usage qu'elle voulait en faire; et qu'au milieu de la nuit Elisa Malherbe, passant par-dessus le mur à l'aide d'une échelle, était venue le visiter pour lui confier qu'au lieu de ceux qui l'insultaient chaque jour, elle avait eu le malheur d'atteindre un jeune homme qui paraissait n'avoir pris que peu de part aux insultes journalières auxquelles elle était en butte; que l'accusée l'avait prié de garder le silence, croyant n'avoir pas été reconnue.

M. Marie, substitut, soutient l'accusation, et requiert contre l'accusée l'application de l'article 309 du Code pénal, tout en reconnaissant néanmoins qu'il existait dans la cause, malgré l'aveu tardif d'Elisa Malherbe, des circonstances particulières qui pourraient peut-être déterminer l'admission d'un recours en grâce.

M^e Duhautoy, avocat, démontre, dans une plaidoirie pleine de chaleur, qu'Elisa Malherbe a agi sans autre intention que celle d'intimider ses agresseurs, et que d'ailleurs elle est excusable en droit, puisqu'elle n'a tiré qu'après avoir vu son domicile envahi nuitamment par eux. Il s'élève contre l'in vraisemblance de la déposition du dernier témoin et contre les circonstances atténuantes dont a parlé le ministère public. « Si légère que soit une peine, dit-il en terminant, elle aurait pour effet de condamner Elisa Malherbe à un veuvage éternel. Il ne faut que l'avez vue pour reconnaître que ce serait un malheur. N'aurait-elle pas déjà trop expié sa faute par trois mois de prison préventive? »

Les dames, qui assistaient en grand nombre à cette audience, ne sont pas les seuls spectateurs qui se soient laissés émuir par la touchante plaidoirie du défenseur; et nous avons vu des larmes mouiller quelques vieilles moustaches, tant il est naturel de compatir aux infortunes d'une jolie femme!

Après une demi-heure de délibération, le jury rend un verdict d'acquiescement, et la jeune veuve est immédiatement mise en liberté.

PIRATERIE.

Une accusation de piraterie vient d'être portée par le consul français de Rhode-Island contre l'équipage du navire de Bordeaux l'*Alexandre*. Voici, d'après le journal américain *Daily-Express*, les faits sur lesquels se fonderait cette terrible prévention.

Le navire l'*Alexandre*, après avoir été régulièrement expédié de Bordeaux pour Samarang, sous le commandement du capitaine Louis Bouet, dit Dubois, essuya à son départ de Samarang un coup de mer qui lui enleva à la fois son capitaine, le lieutenant du bord et cinq matelots de l'équipage. Cet événement, qui explique la disparition de ces sept personnes par fortune de la mer, se trouve constaté dans un procès-verbal annexé aux papiers du navire.

A la suite de ce malheureux accident, le second du bâtiment, devenu capitaine, se rendit au port Maurice de l'Ile-de-France, pour faire radouber son bâtiment et compléter son équipage. L'agent consulaire, dans les mains duquel les papiers du bord furent remis, trouva toutes les pièces en règle. Dix matelots français, trois marins anglais et un américain, enrôlés par le second, servirent à remplacer les hommes que l'on avait perdus dans la traversée; deux femmes malaises, que l'on a dit depuis avoir été embarquées par-dessus le bord, portèrent à vingt-deux le nombre de personnes présentes à bord de l'*Alexandre*, qui, selon la déclaration faite par le second, sortit de Maurice pour opérer son retour à Bordeaux, premier port d'armement de ce navire.

Rendu à la hauteur des Açores et à quelques journées de distance des côtes de France, le bâtiment changea de route et fit voile pour Boston; mais, soit que, dans sa traversée, le vent s'opposât à son dernier projet, ou soit que la nouvelle résolution qu'il avait prise à la mer se trouvât modifiée, le nouveau capitaine de l'*Alexandre* entra le 12 mai à Newport.

Le premier soin du capitaine français, en arrivant dans ce port des Etats-Unis, fut de chercher à vendre son navire et sa cargaison. Cette offre singulière, faite à plusieurs personnes, éveilla bientôt les soupçons des négociants de la place. L'agent consulaire de France, informé par la voix publique des doutes qui s'élevaient de toutes parts sur la moralité du capitaine français, se rendit à bord de l'*Alexandre* pour se livrer à une enquête sérieuse sur les faits qui lui étaient signalés. L'équipage lui parut bien discipliné et très satisfait de son sort, et l'agent, à la suite de cet examen, pensa ne devoir faire autre chose que d'inviter le capitaine à descendre à terre avec quelques-uns de ses hommes pour répondre à l'interrogatoire qu'il

avait jugé à propos de lui faire subir pour apaiser la rumeur que l'arrivée du navire avait soulevée dans la population de Newport.

Le capitaine consentit d'abord à se rendre aux ordres de l'agent français, qu'il avait pris jusque-là pour le consul même de sa nation; mais ayant bientôt été informé par le matelot américain embarqué à Maurice, que Newport était un petit endroit qui n'avait pas de consul français, le capitaine, se ravissant, refusa d'obtempérer à l'invitation qu'il venait de recevoir de l'agent consulaire, et, pour donner un prétexte plausible à cet acte de résistance, il déclara en même temps qu'il allait appareiller pour se rendre définitivement à Boston. L'agent consulaire, dont cette détermination subite venait de réveiller la vigilance, eut recours à l'autorité du collector, qui s'empressa de placer l'*Alexandre* sous la garde d'un *revenue-cutter* (côte de la donane), jusqu'à l'arrivée des instructions qu'il s'attendait à recevoir d'un moment à l'autre du consul-général, à la connaissance duquel il avait porté cette étrange affaire.

Le capitaine, contre lequel s'élevaient tant de préventions, voulant mettre à profit le temps qu'exigerait l'instruction des faits qui le concernaient, chercha à s'échapper avec une grande valeur en bijoux et en or, et en compagnie d'une des Malaises qu'il avait embarquées à Maurice. L'agent consulaire, instruit à temps des projets du fugitif, parvint à le faire arrêter, malgré les violences que le prévenu opposa à cet acte de justice. Le reste de l'équipage, qui avait fait la traversée de Bordeaux à Samarang, fut incarcéré le lendemain de l'arrestation du capitaine.

Pendant que ces sages et sévères mesures s'exécutaient, une circonstance fort importante est venue encore raffermir les soupçons qu'avaient depuis long-temps fait naître les incidens que nous avons déjà rapportés. La femme malaise, qui avait tenté de s'échapper avec le capitaine, était parvenue, à la faveur du désordre qui régnait à bord, à enlever 12,000 dollars en or et une boîte de diamans qu'elle avait déposés chez un chevalier d'industrie des plus mal famés du pays. Le capitaine ayant bientôt conçu des doutes sur la fidélité de l'homme à qui il avait confié sa prétendue femme et ses trésors, voulut les retirer des mains de son dépositaire; mais il apprit alors que celui-ci était parti pour New-York sur un steam-boat, avec les objets précieux dont il avait accepté le dépôt. Ces objets, grâce aux recherches de la justice, ont été retrouvés et déposés intacts sous scellé dans une banque.

Le consul-général français de New-York, instruit de toutes les charges qui pèsent aujourd'hui sur la tête des prévenus, a ordonné la saisie du navire l'*Alexandre*, en réclamant du gouvernement américain la translation en France du capitaine de ce bâtiment et des hommes qui composaient son équipage.

Le journal français *l'Estafette*, publié à New-York, nous apprend, dans son numéro du 1^{er} juin, que des ordres partis de Washington le 25 mai avaient été donnés au vaisseau l'*Hercule*, pour aller à Newport, prendre le capitaine et l'équipage de l'*Alexandre*, et les ramener en France, pour y être jugés suivant les lois de leur pays. Un nouvel équipage devait être embarqué à bord du navire séquestré, pour le reconduire à Bordeaux.

CHRONIQUE.

DEPARTEMENTS.

— SAINT-OMER, 24 juin. — Dans le cours du mois de février dernier, M. Degouve de Nuncques, l'un des gérans du *Propagateur du Pas-de-Calais*, fut condamné à un mois de prison par la Cour d'assises de Saint-Omer. En vertu de ce jugement, M. Degouve de Nuncques fut arrêté à Paris le 24 mai, et y resta détenu, soit à la préfecture de police, soit à Saint-Pélagie, jusqu'au 3 juin, jour où il fut transféré à la prison de Saint-Omer.

Le 23 juin, un mois s'était écoulé depuis l'arrestation; mais M. Degouve de Nuncques ayant appris que M. le procureur du Roi estimait que l'emprisonnement ne devait courir que du 4 juin, jour de l'écrou dans la prison de Saint-Omer, une correspondance s'établit entre lui et ce magistrat, puis une demande à fin de mise en liberté fut portée par M. Degouve de Nuncques devant le Tribunal de Saint-Omer.

L'affaire devait se présenter le 26, à l'audience; mais il parut qu'un ordre du ministre de la justice a été transmis à M. le procureur du Roi de Saint-Omer, pour que la mise en liberté de M. Degouve de Nuncques fût immédiatement effectuée.

Nous ne pouvons qu'approuver cet ordre, qui est motivé sur une saine interprétation de la loi, et nous avons quelque peine à nous expliquer les scrupules de légalité dont avait paru se préoccuper M. le procureur du Roi.

Il résulte évidemment, en effet, de la combinaison des articles 24 et 40 du Code pénal, que la durée de la peine doit courir du jour de l'emprisonnement, dans quelque maison de détention que le condamné soit incarcéré.

— LILLE, 22 juin. — EXÉCUTION D'ALLAERT. — On se rappelle que, le 25 avril dernier, la Cour d'assises du Nord, seant à Douai, a condamné à la peine de mort le nommé Allaert, déserteur du 5^e régiment de cuirassiers en garnison à Lille, convaincu d'avoir assassiné une servante de ferme à Estaires, en lui coupant le poignet et en lui ouvrant le crâne avec un instrument à l'usage des bûcherons, et d'avoir ensuite volé des bijoux, du linge et des habillemens dont une partie a été retrouvée en sa possession au moment de son arrestation. (Voir notre numéro du 5 mai.) Le pourvoi en cassation et le recours en grâce du condamné ayant été rejetés, Allaert est parti le 20 juin de Douai pour Estaires, où il a été exécuté le 21. Il n'a cessé de soutenir jusqu'au dernier moment le système qu'il avait présenté pour sa justification, et il a été impossible d'obtenir de lui l'aveu de sa culpabilité. Les efforts de l'aumônier de la maison de justice ont été inutiles, et le condamné a même proféré contre cet ecclésiastique des menaces qui ont nécessité quelques précautions.

Malgré les mesures qui avaient été prises pour qu'il fût informé le plus tard possible du sort qui lui était réservé, il parut qu'il apprit cette nouvelle le 18 par un autre détenu. Ce jour-là même, on s'aperçut qu'il avait scié les fers de l'une de ses jambes. Il s'était servi pour cette opération d'un petit briquet qui lui a été ôté, et le fer brisé a été remplacé. Le 19, il a refusé toute espèce de nourriture, et il est resté couché pendant toute la journée. C'est l'aumônier de la maison de justice qui lui a annoncé, le 20 au soir, qu'il partirait le lendemain matin pour Estaires et qu'il devait se préparer à la mort. Il a reçu cette fatale nouvelle avec une profonde émotion: il a écouté les exhortations du prêtre, mais a refusé de se confesser. « Puisque je dois me confesser là bas, a-t-il dit, il est inutile de le faire ici. »

En partant de la maison de justice, il a versé quelques larmes et il a remercié la femme du directeur des bontés qu'elle avait eues pour lui pendant son séjour et surtout depuis sa condamnation.

Pendant le trajet de Douai à Lille, il était extrêmement abattu, tenait la tête baissée, et refusait de manger. Un des vicaires d'Estaires est venu jusqu'à Lille, pour l'assister, et l'a accompagné jusqu'à l'échafaud. Il parait que les exhortations de cet ecclésiastique

n'ont pas été sans fruit, car Allaert a montré, dans ses derniers moments, la plus grande résignation. Il a fait, à pied, le trajet de la prison d'Estaires à l'échafaud, et a traversé ainsi la foule des spectateurs, que l'on évalue à huit ou dix mille. Tout s'est passé dans le plus grand ordre, et l'opinion du pays a hautement ratifié le maintien de la décision des jurés et des magistrats.

— NEVERS, 23 juin. — Dans la nuit du 21 au 22, à deux heures du matin, cinq prisonniers se sont évadés des prisons de Nevers, emportant avec eux leurs fers, ou, après les avoir rompus en partie, les débris des fers qu'ils avaient aux pieds. Cet événement, dont la nouvelle a d'abord répandu partout l'effroi et la consternation, pouvait avoir des conséquences d'autant plus funestes que ces cinq hommes, tous condamnés aux travaux forcés à temps ou à perpétuité, étaient dans une position à se porter aux excès les plus terribles. Grâce au zèle déployé dans cette circonstance par la population et les autorités, les cinq malfaiteurs ont été repris.

PARIS, 26 JUIN.

— On annonce que M. Plougoulm va être promu aux fonctions d'avocat-général à la Cour de cassation, en remplacement de M. Nicod.

— Le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre), statuant, dans son audience d'aujourd'hui, sur l'affaire Bertalozzi, dont nous avons rendu compte dans les numéros des 16 et 17 de ce mois, a prononcé le jugement dont le texte suit:

- « Le Tribunal donne défaut contre Herminie Bertalozzi, non comparante, et, statuant à l'égard de toutes les parties,
- « Attendu qu'en l'absence de documens authentiques sur les prévenus, il est impossible de se prononcer d'une manière certaine sur la vérité ou sur la fausseté de leurs allégations;
- « Que s'ils n'administrent aucune preuve à l'appui de ces allégations, et si au contraire toutes les présomptions s'élèvent contre eux, de simples présomptions ne peuvent suffire;
- « Renvoie Bertalozzi, dit *Vandoni*, femme Bertalozzi et Herminie Bertalozzi des fins de la plainte;
- « Ordonne que Bertalozzi sera mis en liberté s'il n'est détenu pour autre cause;
- « Ordonne la restitution des pièces saisies. »

— Braconnier s'est fait une petite profession tout-à-fait en rapport avec son nom, et les boutiques des restaurateurs sont le terrain qu'il s'est réservé pour ses expéditions.

Écoutez la dame Massin, qui vient se plaindre, devant la 7^e chambre, du diner que Braconnier lui a escamoté.

« Ce n'est pas d'aujourd'hui que je le connais, même qu'il me devait déjà de l'argent avant le repas qu'il m'a subtilisé. »

M. le président: Est-ce que le prévenu prenait habituellement ses repas chez vous?

La femme Massin: Pas toujours, mais il y est venu souvent, et il me doit une petite queue. Je l'avais prévenu que crédit était mort; mais un jour il arrive avec deux dames... quand je dis des dames, c'étaient des demoiselles... du drôle de monde... Enfin ça ne me regarde pas, et je ne dirais rien s'il m'avait payé... mon devoir est de servir tout le monde. (Le témoin se tait.)

M. le président: Eh bien! continuez.

La femme Massin: Je lui dis: « Mon garçon, vous savez que c'est convenu. — Soyez donc tranquille, mère Massin, qu'il me fait; servez-nous, je vous paierai bien... » Après le diner, je le vois qui vient tourner autour de moi... Enfin, il finit par m'avouer qu'il n'a pas d'argent, et qu'il faut mettre c'te carte-là à la queue des autres. « Assez comme ça, que je lui dis; tu ne me la feras pas, mon garçon. » Et je l'ai fait arrêter, bien sûr.

Braconnier: Vous ne m'aviez pas prévenu que vous ne vouliez plus me faire crédit.

La femme Massin: Je vous l'ai averti; même que quand je vous ai vu entrer avec vos donzelles, je vous ai crié: « Mon garçon, pas d'argent, pas de suif. »

Braconnier: Faire arrêter une pratique pour ça! c'est du propre!...

La femme Massin: Gardez-la votre pratique, je n'en veux pas.

M. le président: A combien s'est montée la dépense?

La femme Massin: Je n'aurais encore trop rien dit s'il avait mangé comme tout le monde; mais il lui a fallu des friandises pour ses dames... une omelette au lard, des pieds de cochon... un tas de chateries, quoi!

M. le président: Je vous demande à combien se monte la somme?

La femme Massin: 9 francs 45 centimes.

M. le président: Braconnier, qu'avez-vous à répondre?

Braconnier: J'ai à dire que madame se conduit bien mal à mon égard, et qu'on n'a jamais vu faire arrêter une pratique pour si peu de chose... Allez, madame Massin, vous avez perdu ma confiance.

La femme Massin: Et mon argent.

M. le président, au prévenu: Vous n'avez rien autre chose à dire pour votre défense?

Braconnier: Je ne croyais pas qu'elle me refuserait crédit, d'autant plus que je lui devais déjà.

La femme Massin: C'est justement pour ça.

Le Tribunal condamne Braconnier à huit jours de prison.

— Le National fait, au sujet des accidens qui arrivent dans Paris, de justes et sages réflexions que nous croyons utile de reproduire:

« Un journal annonce que, dans la seule journée de samedi, quatre personnes ont été écrasées par des voitures dans les quartiers les plus peuplés de Paris. Une telle progression dans la multiplicité des accidens de ce genre appellera peut-être à la fin l'attention de l'administration chargée de veiller à la sûreté des citoyens. Nous lui signalerons un fait qu'elle devrait connaître, et qui nous paraît une des causes principales de l'imprudence et de l'insouciance des conducteurs. Il existe à Paris une société d'assurance qui, moyennant une prime fixe et payée à l'avance, garantit aux entreprises d'omnibus ou de cabriolets et même aux particuliers, le paiement des amendes et des dommages-intérêts qui peuvent être prononcés en pareil cas par les Tribunaux. Sans parler de ce qu'une semblable spéculation peut avoir d'odieux et de révoltant, nous nous bornerons à faire observer que ces assurances rendent complètement illusoire la garantie que la loi a voulu trouver en imposant aux maîtres la responsabilité des dommages causés par leurs serviteurs et gens à gages. »

Monsieur le rédacteur,

Dans une lettre insérée dans votre numéro du 16 juin courant, M. Mothès excipe de deux jugemens rendus en sa faveur par les justes de paix des 4^e et 11^e arrondissemens contre MM. Duval et Durosier, pharmaciens. Pour ne pas induire le public en erreur sur la force réelle de ces deux décisions judiciaires, M. Mothès aurait dû ajouter qu'elles ont été rendues, en mon absence, contre de simples dépositaires qui ne pourraient donner aucun renseignement sur les procédés de fabrication de mes capsules aux jujubes gommeuses, et, par conséquent, sans que les juges aient été à même de statuer en connaissance de cause, sur le mérite de mon invention. Une seule fois M. Mothès a bien voulu m'attaquer en face, et il a succombé malgré ses deux succès antérieurs. Agréez, etc.

CHARBONNAGE DE BONNE-ESPÉRANCE SUR HORNU ET WASMES PRÈS MONS (BELGIQUE).

Aux termes de l'article 19 des statuts, la première assemblée générale des Actionnaires est convoquée à Mons (Belgique), pour le jeudi douze juillet prochain, afin de procéder à l'organisation définitive de la société.

Le Conseil d'administration désire que tous les Actionnaires, porteurs d'au moins cinq actions, veuillent bien s'y rendre. On leur rappelle que, d'après l'article 40 des statuts, pour être admis à l'assemblée, ils doivent faire connaître, au moins huit jours à l'avance, au directeur-gérant et par lettres chargées, le nombre et les numéros de leurs actions.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX PUBLICS.

Raison sociale : ISOARD et C^e. — Siège de la Société, rue Laffite, 41, à Paris.

Capital social : DIX MILLIONS, divisé en dix mille Actions de 1,000 fr.,

Payables par dixièmes, le premier comptant et les autres de deux mois en deux mois.

ADMINISTRATEUR-GÉRANT : M. ISOARD, ancien chef de division au ministère du commerce. — INGÉNIEURS : MM. SURVILLE, ingénieur des ponts-et-chaussées; — E. TARGE, ingénieur civil.

La Société est dès à présent définitivement constituée, un nombre d'actions suffisant ayant été souscrit avant aucune publicité.

Art. 2 des statuts. — LA SOCIÉTÉ A POUR OBJET :

- 1^o L'entreprise de tous travaux publics à exécuter, en vertu de concessions;
- 2^o L'exploitation, la mise en régie, la location ou la vente à des tiers, comme aussi la cession à des Sociétés des droits de propriété, jouissances, péage ou perception résultant desdites concessions;

3^o L'exécution des travaux de même nature pour le compte des Compagnies et des particuliers qui en seraient déjà concessionnaires. Enfin, la Société pourra se rendre adjudicataire des travaux à exécuter pour le compte du gouvernement, des départements ou des communes moyennant un prix payable en argent.

Constructeur et bailleur de fonds tout à la fois, cette Compagnie est appelée à réaliser les bénéfices qui, dans les entreprises ordinaires, se partagent entre l'Entrepreneur et le Capitaliste.

LES STATUTS DE LA COMPAGNIE ONT ÉTÉ SOUMIS AUX ÉTUDES ET A L'EXAMEN DE LA SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE.

Indépendamment de la commission de la commandite et du conseil du contentieux, un comité consultatif donne son avis sur toutes les opérations à entreprendre par la Compagnie. Membres du comité consultatif : MM. FROIDEFOND DE FLORIAN, ancien intendant militaire; HOYAU, ingénieur civil; Lussy, architecte, expert près les Tribunaux; DULOCLE, receveur des finances; HUARD, ancien avocat aux conseils du Roi; PIOT, manufacturier; LE GUEY, ancien avoué près le Tribunal de la Seine; et SERPOLET DE SAINTE-ANNE, ancien notaire.

La Souscription est ouverte à Paris

Dans les bureaux de la SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE, place des Petits-Pères, 9; Chez M. P.-F. GUEBHARD fils, banquiers de la Société, rue Louis-le-Grand, 27; Chez M. CONSTANS LAPOSTOLE, agent de change, rue Neuve-des-Petits-Champs, 64.

Et dans toutes les villes de France et les principales places de l'étranger, chez MM. LES DIRECTEURS DES SUCCURSALES de la société de L'INDUSTRIE.

Annonces judiciaires.

ÉTUDE DE M^e GAMARD, AVOUÉ à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26.
 Vente sur publications judiciaires en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, D'une BELLE MAISON de campagne, sise à Pantin, Grande-Rue, 46. Mise à prix : 30,000 fr.
 L'adjudication définitive aura lieu le 30 juin 1838.
 On entrera en jouissance de suite.
 S'adresser, pour les renseignements, 1^o à M^e Gamard, avoué poursuivant la vente, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26; 2^o A M^e Rascol, avoué collicitant, rue Vide-Gousset, 4; 3^o Et à M^e Tresse, notaire, rue des Petits-Champs, 42.

rue Notre-Dame-des-Victoires, 26; 2^o A M^e Charpentier, avoué présent à la vente, rue St-Honoré, 108.
 Vente sur licitation en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, s'étant à Paris, une heure de relevée, D'une BELLE MAISON de campagne, sise à Pantin, Grande-Rue, 46. Mise à prix : 30,000 fr.
 L'adjudication définitive aura lieu le 30 juin 1838.
 On entrera en jouissance de suite.
 S'adresser, pour les renseignements, 1^o à M^e Gamard, avoué poursuivant la vente, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26; 2^o A M^e Rascol, avoué collicitant, rue Vide-Gousset, 4; 3^o Et à M^e Tresse, notaire, rue des Petits-Champs, 42.

Hôtel des Commissaires-Preneurs, place de la Bourse, 2.
 Le samedi 30 juin 1838, à midi.
 Consistant en bureaux, fauteuils, rideaux, tables, chaises, etc. Au comptant.
 Consistant en tables, piano, pendule, lustre, chaises, vases, etc. Au comptant.
 Consistant en secrétaire, commode, bibliothèque, chaises, etc. Au comptant.
 Consistant en table, commode, chaises, toilette, pendules, etc. Au comptant.
 Consistant en tables, commode, secrétaire, fauteuils, etc. Au comptant.
 Sur la place du Marché-aux-Chevaux.
 Consistant en deux voitures dites diables, cinq chevaux. Au comptant.

lieux de Paris, composée de château, parc et dépendances, terres labourables, prés et bois, le tout d'une contenance totale de 4,500 arpens environ, et présentant un revenu net de 112,000 fr.
 S'adresser à M^e Royer, notaire, à Paris, rue Vivienne, 22.
 A vendre le CHATEAU neuf d'Asnières-sur-Oise, meublé ou non meublé, avec dépendances. S'adresser à M^e Godot, notaire, rue de Choiseul, 2.

AVIS.
 Le conseil de surveillance du Bazar Bonne-Nouvelle invite MM. les actionnaires de cette société à se réunir en assemblée générale extraordinaire, le lundi 16 juillet prochain, chez M^e Cotellet, notaire, rue Saint-Denis, 394, à midi précis, pour entendre son rapport et pour modifications aux statuts. Ils devront être porteurs de leurs actions, ou la remettre à ceux des actionnaires auxquels ils donneront pouvoir de les représenter.
EAU de J. MARTIN
 rue Bergère, 24.
 A l'entresol. Supériorité reconnue sur toutes les eaux dentifrices; propriétés réelles; saveur agréable; modicité de prix, 1 fr. 50 c. le flacon. Dépôts dans les départements.

On demande des voyageurs pour Paris et les départements à des conditions avantageuses. S'adresser rue de Richelieu, 60.
Librairie.
TABLE DES MATIÈRES DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX,
 Du 1^{er} novembre 1836 au 1^{er} novembre 1837.
Par M. VINCENT, avocat.
 Prix : 5 fr. au Bureau, et 5 fr. 50 c. par la poste.

Sociétés commerciales.

(Loi du 31 mars 1833.)
 Suivant acte passé devant M^e Roquebert, notaire à Paris, soussigné et son collègue, le 20 juin 1838, enregistré;
 M. Jacques-Charles LARRUE, capitaine de navire, demeurant à Bordeaux, M. Eugène GIRAUDEAU, blanchisseur de blondes, demeurant à Paris, rue Coquillière, 33, et M. Jean-Etienne LAVOYE, aussi blanchisseur de blondes, demeurant à Paris, mêmes rue et numéro, ont formé entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation des blondes, tules, dentelles, et le blanchissage de ces articles.
 Le siège de la société est à Paris, rue Coquillière, 33.
 Sa durée sera de 10 années à partir du 20 juin courant.
 Sa raison de commerce est : E. LAVOYE, GIRAUDEAU et Comp.
 La signature sociale appartiendra à MM. Giraudet et Larrue seuls. Ils ne pourront en faire usage que pour les affaires de la société.
 Le fonds social est fixé à 16,000 fr.
 Pour extrait : ROQUEBERT.

et faits par les trois associés pour être valables. Pour extrait.
ESNÉE.
ÉTUDE DE M^e HENRI NOUGUIER, Avocat-agréé à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, 5.
 D'un acte sous signatures privées fait triple à Paris, le 20 juin 1838, enregistré à Paris, le 22 du même mois, par Chambert, qui a reçu 5 f. 50 c., entre MM. Jean-Baptiste DUBOURG, Napoléon GUILLOT et Adolphe PROVENCAL, demeurant tous les trois à Paris, rue de Cléry, 9, a été extrait ce qui suit :
 Une société en nom collectif a été formée entre les sus-nommés, sous la raison sociale DUBOURG et C^e, ayant pour objet le commerce de blondes et dentelles.
 Cette société dont le siège est à Paris, rue de Cléry, 9, doit avoir une durée de six années qui commenceront le 15 août 1838, pour finir le 15 août 1844. Tous les associés ayant la signature sociale sont autorisés à gérer les affaires de la société.
 Pour extrait : H. NOUGUIER.

les JULLIANY, l'un et l'autre négociant, domiciliés et demeurant à Marseille, sous la raison de Barthélemy JULLIANY père et fils. La durée de cette société a été fixée à dix années qui ont commencé le 1^{er} mars 1838 pour finir le 1^{er} mars 1848. La mise de fonds est de 400,000 f. fournis moitié par chacun des associés. Les deux associés sont chargés de la gestion et administration des affaires de la société et de la signature sociale. Pour extrait, Marseille, le 17 mai 1838, enregistré à Marseille le 17 mai 1838, fol. 74, c. 8, reçu 1 fr. 10 cent. Signé : Couchard.
 Suivant acte sous signatures privées en date à Paris du 12 juin présent mois, enregistré audit lieu le 21 par le receveur qui a reçu 5 fr. 50 c., Entre le sieur Chrétien NIELSEN, boulanger, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, Et quatre associés commanditaires dénommés audit acte.
 Il a été contracté une société en commandite, sous la raison NIELSEN et C^e, pour l'exploitation, à Paris, d'une boulangerie au moyen d'un nouveau procédé, dont ledit sieur Nielsen est inventeur, pour la bonification de la farine et confection de diverses pâtisseries.
 La durée de la société est fixée à trois, six, neuf ou douze années, au choix des commanditaires seuls. M. Nielsen est gérant et il a la signature sociale, mais il lui est interdit de souscrire pour le compte de la société aucuns billets ni obligations quelconques, toutes les opérations devant se faire au comptant.
 L'apport des associés commanditaires est de 55,000 fr.
 Pour extrait : DEGOIS.

Chalumeau, md tailleur, concordat. Rebevol, md de nouveautés, clôture. Jaillon, fabricant de boutons, id. Du jeudi 28 juin.
 Sassié, ancien entrepreneur de serrurerie, syndicat. Foubert-Cavelier, ancien négociant, concordat. Fourny-Hairaud, commissionnaire en chapelierie, clôture. Psalmon, commissionnaire en vins, id. Bernard et C^e, entrepreneurs du transport des vins, id. Petitville, Fumagally et C^e, gérans de la société du Casino-Puganini, syndicat. Perinet, ferblantier, id. Seguin, négociant en vins, vérification.
CLOTURE DES AFFIRMATIONS.
 Juin. Heures. Voisine, md de draps, le 29 2
 Juillet. Heures. Morisot aîné, fabricant de papiers peints, le 2 1 Varennes, md chapelier, le 3 12
CONCORDATS. — DIVIDENDES.
 Leblond aîné, fabricant ébéniste, à Paris, rue Saint-Nicolas-Saint-Antoine, 24. — Concordat, 22 novembre 1837. — Dividende, 5 0/0 dans un an — Homologation, 12 décembre 1837.
 Lauré, ancien traiteur, actuellement à Paris, rue Richelieu, 12. — Concordat, 23 novembre 1837. — Dividende, 50 0/0 par vingt-quatrième, de mois en mois, du 1^{er} février suivant. — Homologation, 9 janvier 1838.
 Ligier, marchand de bois, à Saint-Denis, rue de Paris, 1. — Concordat, 24 novembre 1837. — Dividende, 25 0/0 sur l'actif à réaliser, lesquels devront être parfaits, le 31 décembre 1838. — Homologation, 14 décembre 1837.
 Bacquenois, libraire-éditeur, à Paris, rue Saint-

11 Honoré, 123. — Concordat, 24 novembre 1837. — Dividende, 15 0/0 dans le mois qui suivra l'homologation, à répartir par les ex-syndics provinciaux. — Homologation, 7 décembre suivant.
 12 Grammatica, tenant magasin de nouveautés et chaussures pour femmes, à Paris, Palais-Royal, péristyle Valois, 187 et 188. — Concordat, 25 novembre 1837. — Dividende, 10 0/0, savoir : 5 0/0 fin mai et 5 0/0 fin octobre 1838. — Homologation, 16 janvier 1838.
DÉCÈS DU 24 JUIN.
 12 Mlle Beauceage, rue Clos-Georget, 3. — Mme veuve Moutard, née Lavallière, rue Bergère. — Mme Boulard, née Cropsal, rue du Faubourg-Saint-Martin, 82. — M. Lucas, rue Saint-Martin, 172. — Mme veuve Théron, née Maillet, rue Sallé-au-Comte, 16. — M. Carpentier, rue des Blancs-Manteaux, 30. — Mme Desprez, née Desprez, rue Saint-Méry, 30. — Mme Danyan, née Roux, rue des Saints-Pères, 5. — M. Grouard, cloître Saint-Jacques-l'Hôpital, 6.
BOURSE DU 26 JUIN.

A TERME.	1 ^{er} c.	pl.	ht.	pl.	bas	d ^{er} c.
5 0/0 comptant....	110 85	110 85	110 50	110 50	110 50	110 50
— Fin courant....	110 85	110 85	110 60	110 60	110 60	110 60
3 0/0 comptant....	80 20	80 20	80 10	80 10	80 10	80 10
— Fin courant....	80 25	80 25	80 10	80 10	80 10	80 10
R. de Nap. compt.	98 80	98 80	98 70	98 70	98 70	98 70
— Fin courant....	98 85	98 85	98 85	98 85	98 85	98 85
Act. de la Banq.	2690	—	—	—	—	101 1/2
Obl. de la Ville.	1180	—	—	—	—	22 1/2
Caisse Laffite.	1105	—	—	—	—	—
— Dito.....	5430	—	—	—	—	—
4 Canaux.....	1250	—	—	—	—	102 3/4
Caisse hypoth.	821 25	—	—	—	—	1447 50
— Ist-Germ....	935	—	—	—	—	1065
— Vers., droite	800	—	—	—	—	350
— gauche.	620	—	—	—	—	—

BRETON.

Euregistré à Paris, le Reçu en franc dix centimes.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, IMPRIMEUR DU ROI, RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, 37.

Vu par le maire du 2^e arrondissement, Pour légalisation de la signature A. GUYOT.